

N° 004/RDP/2020

Conakry, le 18 Octobre 2020

DECLARATION 001 DU REGARD DU PEUPLE SUR LE DEMARRAGE DES OPERATIONS DE VOTE

Les guinéens sont appelés aux urnes ce dimanche **18 Octobre 2020** pour l'élection présidentielle dans un contexte sociopolitique particulièrement difficile, marqué par :

- Une crise de confiance et un déficit de dialogue entre les acteurs politiques sur les conditions de tenue du scrutin ;
- Des risques de violences, de contestation des résultats vu l'escalade verbale et les violences physiques qui ont émaillé les campagnes ainsi que les postures adoptées par les différents bords politiques ;
- La décision de non-participation de quelques principaux partis politiques d'opposition du processus ;
- Une divergence des acteurs socio-politiques sur la crédibilité et la transparence du fichier électoral malgré son audit et son approbation par les experts de la CEDEAO ;
- Un climat de suspicion autour des Institutions Républicaines notamment la CENI et la Cour Constitutionnelle
- Un risque élevé d'augmentation du taux de contamination à la Covid-19) dû à la non observation des mesures barrières édictées par les autorités sanitaires tout le long de la Campagne électorale ;

- Des risques graves d'atteintes aux droits humains.

C'est pour faire face à ce contexte tumultueux que la société civile guinéenne, consciente de son rôle de veille, d'alerte, d'interpellation et de proposition à travers une trentaine d'organisations et plates-formes a mis en place une synergie d'action dénommée le « Regards du Peuple (RdP) » afin de contribuer à assurer l'intégrité du scrutin et réduire les risques d'irrégularités et de manipulation des résultats.

Le RdP est une coalition d'organisations de jeunes, de femmes, de religieux, de médias et autres intervenants dans le processus électoral et les droits humains. Les membres du RdP ont en commun l'impartialité, la neutralité et l'objectivité dans l'observation citoyenne du processus électoral.

La méthodologie de travail a consisté à :

- *La responsabilisation effective des démembrés des OSC membres et partenaires dans l'identification, la formation et le déploiement des observateurs sur la base des critères d'objectivité, de neutralité et d'indépendance.*
- *Mise en place d'un dispositif composé de dix mille (10 000) observateurs et superviseurs répartis dans toutes les communes rurales et urbaines du pays.*
- *La mise en place d'une « Task-force » composée des sages, des personnalités religieuses et des personnes ressources reconnus pour leur implication dans la préservation de la Paix, des responsables des OSC*

membres de la Coalition et un dispositif technique de collecte, traitement et analyse des informations remontées par les observateurs et superviseurs.

Un cadre d'analyse des données composé d'une chambre politique, d'une chambre d'analyse des données électorales et juridiques ainsi qu'une Cellule de communication chargée de relayer les informations collectées et traitées à l'opinion publique.

A ce stade de collecte et de remontée des informations sur le terrain, nos premiers constats sont faits sur un échantillon de **1902** bureaux de vote répartis dans tout le pays.

OUVERTURE DES BUREAUX DE VOTE :

- **91% des Bureaux de vote ont ouvert à 07h**
- **08,52 % des bureaux de vote ont ouvert après 08h**

Présence des membres des bureaux de vote à l'ouverture:

- **99,16 %** des Présidents étaient présents dont **12,83%** sont des femmes ;
- **96,71 %** des autres membres étaient présents dont **32,08** sont des femmes ;

La Disponibilité des matériels électoraux à l'ouverture des bureaux :

- Isoloirs **99,37%**
- Urnes transparentes **99,58%**
- Encre indélébile **98,21%**

- Liste d'émargement **98,63%**
- Bulletin de vote **99,05%**
- Enveloppe **99,47%**

INCIDENTS

A ce niveau de l'observation, le RDP relève :

- L'expulsion des observateurs de la Société civile dans certaines localités, notamment à Saraboydo et sambailo dans Koundara par les sous-préfets ; à Simbaya Gare dans Ratoma par le Président du bureau de vote BOGAR 3 et à Coyah dans le quartier CBA 6 ;
- L'empêchement de l'installation de bureaux de vote dans le district de KOLLA dans la sous-préfecture de MANKOUNTAN, Préfecture de Boffa ;
- Le manque et l'insuffisance de matériels électoraux par endroit, notamment aux centres logés à l'école primaire Bonfi Marché et au Lycée Kollet de Sonfonia ; bureau de vote école primaire Saikou BALDE quartier DAKA 2 Commune urbaine de Labé ; Kaloum à l'école primaire Gare bureau de vote n 1 et 3 ; Lola (Commune urbaine) Théabo bureaux de vote 1 , 2 et 3, Flayapo Bureaux de vote 1,2 et 3, Woroyapo Bureau de vote 2
- L'absence des agents de l'USSEL dans certains centres de vote notamment à Kindia, Quartier Yéwolé dans le bureau de vote haut Almamy plateau 2 ; centre de Konkola à Labé ;
- Le refus et le surnombre de délégués des partis politiques par endroit .

Le RDP exprime sa reconnaissance à la mission d'observation des Nations Unies, de l'Union Africaine pour lui avoir rendu visite, et se félicite de sa

rencontre avec la CENI, surtout de sa bonne disposition à prendre les mesures nécessaires afin de corriger les insuffisances relevées.

A ce stade de notre observation (de 07h à 12h), en dépit des incidents cités plus haut, le RDP note que sur l'ensemble du territoire, les opérations de vote se déroulent normalement. A cet effet, le RDP invite les administrateurs territoriaux, les démembrements de la CENI, les membres des bureaux de vote et l'ensemble des acteurs impliqués dans le processus au respect strict des textes et bonnes pratiques électorales. La collecte d'informations sur le déroulement et la participation des électeurs se poursuit dans l'ensemble des bureaux de vote couverts et fera l'objet d'une déclaration dans la soirée.

Que la Paix et la Protection de Dieu accompagnent notre Pays !

